



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sidérurgie

Question au Gouvernement n° 3467

Texte de la question

VALLOUREC

M. le président. La parole est à M. Alain Bocquet, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Alain Bocquet. Monsieur le Premier ministre, l'entreprise Vallourec a annoncé en avril la suppression de 2 000 emplois, dont 900 en France et 600 en Allemagne. Les représentants des salariés, réunis avec les députés des bassins d'emploi concernés, rejettent ces choix qu'a confirmés Philippe Crouzet, PDG du groupe Vallourec. Pour ce dernier, il faut réduire de 20 % les effectifs européens du groupe.

L'émotion et la colère sont d'autant plus légitimes que Vallourec a distribué 2,2 milliards d'euros de dividendes en douze ans, et réalisé des investissements hasardeux à l'étranger. Par ailleurs, Vallourec est liée par un accord dit « take or pay » à l'aciériste allemand HKM ; elle est donc contrainte de lui acheter des milliers de tonnes d'acier qui pourraient être produites ici, en France, par exemple dans son aciérie moderne de Saint-Saulve, qu'elle veut pourtant vendre à l'encan !

Aucun repreneur fiable ne s'est présenté. Vous vous êtes pourtant engagé, monsieur le ministre de l'économie, à ce qu'une solution soit trouvée avant la fin de cette année.

Un député du groupe Les Républicains. Il ne faut pas le croire !

M. Alain Bocquet. Cela devient insupportable ! À poursuivre cette politique, ne vous étonnez pas, à l'avenir, de connaître de nouveaux séismes électoraux !

M. Jean Lassalle. Très bien !

M. Alain Bocquet. Vallourec nous mène en bateau, désormais le temps presse ! Comment l'État, qui est actionnaire à 7 %, entend-il s'opposer à cette liquidation programmée, et imposer des solutions industrielles préservant les emplois, les activités de production et de recherche, et les sites du groupe ? Il faut tout faire pour défendre bec et ongles Vallourec, ce fleuron de l'industrie française et européenne ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et du groupe socialiste, républicain et citoyen, et sur plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

M. Jacques Myard. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

M. Emmanuel Macron, *ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique*. Monsieur le député, je ne suis pas convaincu par le lien que vous faites entre la situation politique et de prétendues fausses promesses ou engagements non tenus. Depuis le début, avec vous-mêmes et plusieurs de vos collègues du groupe socialiste – notamment le député Laurent Degallaix et la sénatrice Valérie Létard –, nous nous sommes engagés avec les élus locaux pour défendre les sites industriels concernés.

Pourquoi le groupe Vallourec est-il confronté à des difficultés ? Certes, il y a l'héritage du passé, sur lequel on peut toujours pleurer. Mais il y a surtout les difficultés présentes, qui tiennent au fait que Vallourec fournit des tubes à l'industrie pétrolière, dont les prix ont profondément chuté. Le marché mondial est en crise, et cette crise devient durable. Le consensus a donc largement changé en six mois.

J'ai pris des engagements : ils seront tenus. Ils ne concernent pas l'ensemble des sites productifs en France, mais portent sur l'aciérie de Saint-Saulve. Nous continuons à nous battre pour que des repreneurs industriels se manifestent, aux côtés de Vallourec. Ce travail continue : il sera mené à terme.

Pour les autres sites industriels du groupe Vallourec en France – en Normandie et dans le Nord-Pas-de-Calais –, en Allemagne et en Grande-Bretagne, il faudra trouver une réponse structurelle. Je n'ai pas de réponse magique, pas plus que vous ! Et ce n'est pas en nous stigmatisant les uns les autres que nous en trouverons une. Il faut relever le défi industriel auquel le groupe fait face. Je prends un engagement : continuer à œuvrer pour l'aciérie, avec tous les partenaires locaux et les salariés, en mettant la pression sur le groupe, de façon transparente.

Un député du groupe Les Républicains. Ce n'est pas très clair !

M. Emmanuel Macron, *ministre*. La semaine prochaine, je verrai M. Crouzet, et je vous en rendrai compte. Des efforts seront demandés aux dirigeants du groupe en termes de salaire, ainsi qu'aux actionnaires, en termes de dividendes. Surtout, des efforts industriels seront exigés, pour trouver une porte de sortie. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Bocquet](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3467

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie, industrie et numérique

Ministère attributaire : Économie, industrie et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 décembre 2015](#)